

Jeux-concours en ligne : pourquoi faire appel à un commissaire de justice ?

Avant d'organiser un jeu-concours sur Internet, il y a quelques questions à se poser, notamment l'éthique ! En effet, tout n'est pas permis lors de l'organisation d'un jeu concours et dans certains cas, mieux vaut assurer ses arrières. Quel est le rôle du commissaire de justice dans l'organisation d'un jeu concours ? Est-il obligatoire ou vivement recommandé ?



Que dit la loi française concernant les jeux-concours en ligne ?

Qu'ils soient organisés en ligne ou hors ligne, les jeux-concours ont tous une chose en commun : ils sont régis par le **Code de la consommation**. Ils sont autorisés s'ils sont gratuits et avec ou sans condition d'achat. Les loteries payantes sont quant à elles interdites sauf pour les associations à but non lucratif avec autorisation préfectorale, forains, etc. Depuis la publication de la loi n° 2018-1024 du 10 septembre 2018, la Chambre nationale des commissaires de justice a pour objet de garantir la publicité de certains mouvements impactant les offices qui ne font plus l'objet d'un arrêté du garde des Sceaux (art. 7-1 D. 2018-872 du 9 octobre 2018)

Le r' glement d' un jeu-concours est-il obligatoire ?

Comme son d'op' t, le r' glement d' un jeu-concours n' est pas obligatoire, mais tr' s vivement conseill' ! Il permet de pr' ciser l' ensemble des dispositions du jeu-concours aux participants et permet de prouver, en cas de litiges, que le jeu-concours n' est pas d'loyal (article L. 120-1).

Un r' glement de jeu-concours complet et protecteur doit comporter des d'tails pr' cis sur l' organisateur, les dates d'op' ration, les modalit' s de participation, les lots ' gagner, la mani' re de les attribuer, etc. Mais il doit ' galement faire figurer des mentions l' gales sur la propri' t' intellectuelle, la loi Informatique et Libert' s ou encore des informations sur la convention de preuve et la responsabilit' de l' organisateur (pour un probl' me de livraison des lots par exemple).

Vous ne devez rien oublier ! Chaque d'tail compte dans l' organisation d' un jeu-concours. Les participants doivent trouver toutes les informations n' cessaires ' leur participation dans ce document.

Il existe des exemples de r' glements en ligne, mais il est assez risqu' de les utiliser sans demander la validation et le d'op' t aupr' s d' un commissaire de justice.

Le r' le du commissaire de justice dans l' organisation d' un jeu concours

Conformit' juridique du jeu concours

Dans le cas des jeux-concours, seuls les commissaires de justice peuvent ' effectuer une validation juridique dot' e d' une valeur l' gale incontestable. Le r' le du commissaire de justice est de se porter garant de l' 'quit' de chance entre les participants. Les participants ne pourront pas vous accuser de triche !

D'oposer votre r' glement aupr' s d' un commissaire de justice permettra d' assurer aux participants que vous n' avez pas modifi' les r' gles du jeu de mani' re d'loyale. Cette d' marche attestera de votre s' rieux, et les participants n' auront aucune crainte ' participer. Sachant que le d'op' t n' est pas obligatoire, les arnaques sont courantes. Sachez que si une proc' dure est engag' e, le non-d'op' t peut vous 'tre reproch' par un juge.

V' rification des op' ration de tirage au sort

Dans le cas d' un tirage au sort sur Internet, le commissaire de justice a aussi pour r' le d' effectuer ce tirage gr' ce ' un fichier contenant la liste des participants. Ce n' est pas une obligation en France, mais il est recommandable qu' un commissaire de justice effectue le tirage au sort en cas de dotations ' forte valeur (voiture, voyage, etc.). Cela ' vite la remise en cause du r' sultat.

Si vous faites le choix de d'oposer votre r' glement aupr' s d' un commissaire de justice, ce dernier n' aura que l' op' ration de tirage au sort qui est l' gale, et que les mentions protectrices sont publi' es de certains mouvements impactant les offices qui ne font plus l' objet d' un arr' t' du garde des Sceaux (art. 7-1 D. 2018-872 du 9 octobre 2018)

bien présentes dans le règlement. La légalité des clauses sera aussi vérifiée. Le commissaire a mis à disposition du public le règlement du jeu pour que celui-ci soit consultable par n'importe quelle personne souhaitant participer au concours.

Information aux gagnants et de la remise des lots

Le commissaire de justice pourra s'assurer que les gagnants désignés sont informés loyalement et que les lots qu'ils leur sont remis sont conforme au règlement.